

Une Femme Politique?

Louise Harel, vice-president of the Parti Québécois, responsible with others for the women's action committees, describes here both the difficulties she encountered in writing this brief article in a personal manner on a political matter, and the growth of her feminist consciousness.

Lorsque cet article m'a été demandé, je ne croyais pas éprouver autant de difficultés à l'écrire. Je me considère bien au fait des conditions de vie des femmes et solidaire de leurs revendications. Je travaille à titre de conseillère en condition féminine dans un des centres de services sociaux du Montréal métropolitain.

Je suis une des responsables nationales des comités d'action politique des femmes du parti québécois, qui m'a élue à la vice-présidence en juin dernier, et j'ai eu, à maintes occasions, la possibilité d'analyser l'absence chronique des femmes dans toutes les institutions, y compris les institutions politiques (1).

Cet article a présenté des difficultés parce que l'on m'a demandé de l'écrire sous forme de témoignage. C'est un niveau de langage extrêmement rare en politique qui est plutôt le terrain des rapports, enquêtes, statistiques, mémoires, pétitions. . . , la vie privée y étant privée d'expression.

J'ai tenu malgré tout, quelle qu'en soit la difficulté à écrire cet article à la première personne. Confusément, je sais cependant avec certitude, que notre présence, en tant que femme, sur la scène politique, n'est possible que dans une ré-conciliation de la vie publique et de la vie privée. C'est dans cette ré-conciliation puisqu'il s'agit, modestement, de changer de vie.

C'est dans ce sens-là que nous constituons plus qu'une clientèle électorale à satisfaire et que nous dérangeons les institutions établies sur le principe de la séparation de la vie publique (aux hommes) et de la vie privée (aux femmes). C'est d'ailleurs ce partage des rôles que nous devons, en tant que femmes politiques, refuser de masquer et d'entériner par notre présence. Tant que les hommes et les femmes ne se sentiront pas tout autant concernés-es par la vie privée et la vie publique, les femmes seront 'déplacées' sur le terrain politique. Les

femmes politiques doivent cesser d'entretenir l'illusion qu'il est possible de tout concilier sans ré-concilier.

En ce qui me concerne, je situe ma démarche d'affirmation comme femme en politique peu après l'accouchement de ma fille Catherine en 1975. J'étais, à ce moment, présidente de la région Montréal-Centre du parti québécois qui regroupe dix-sept comtés de l'est et du sud-ouest de Montréal. Déjà toute petite, je me révoltais contre l'injustice qui m'avait faite fille. Je cherchais à faire comme les garçons, convaincue que la liberté était de leur côté. Adolescente, je choisis d'étudier dans un collège de garçons, je voulais recevoir la même formation qu'eux: être leur égale.

C'était en 1963, en pleine nationalisation de l'électricité, j'avais 16 ans, je découvrais André Laurendeau et me passionnais pour le Québec. Je protestais contre toutes les entraves, convaincue qu'il s'agissait d'y mettre de la détermination et du savoir faire pour réussir à s'affirmer. On me présentait

la rationalité comme un attribut masculin, par opposition à l'émotivité féminine; qu'à cela ne tienne je serais plus rationnelle que n'importe quel homme! Etre affirmée, déterminée, entreprenante, indépendante signifiait être un garçon manqué? Soit alors, puisqu'il le fallait. Je militai au RIN et me convainquis, à cette époque que la politique était un terrain neutre, indifférente au sexe des gens qui s'y agitaient. Je pensai qu'il suffisait d'y manifester les qualités et la combativité requises pour y être traitée en égale.

C'est en 1975, après la naissance de ma fille, que je pris conscience à quel point j'avais jusqu'alors bénéficié d'un sursis. J'étais en plein conflit de rôles, mise en demeure de me réaliser comme femme ou comme mère. Je m'insurgeai contre ce choix auquel seules les femmes étaient soumises. Que valaient l'égalité des droits, l'égalité des chances en éducation, sur le marché du travail, si le partage des rôles sociaux attribuait toujours aux femmes, la responsabilité des enfants, la réussite de la famille, la qualité de la vie privée?

Je cessai de croire que la vie publique était un terrain neutre et commençai à réfléchir sur la différence de signification entre un homme public et une femme (fille) publique. Je compris pourquoi, à leurs revendications justes et légitimes, les organisations de femmes se faisaient si souvent répondre 'les vraies femmes, elles, qu'est-ce qu'elles veulent?' Et je décidai d'être une femme politique.Ⓞ



Louise Harel

Louise Harel

(1) Au Québec, depuis 40 ans qu'elles ont droit de vote, huit femmes ont été élues à l'assemblée nationale, dont six/huit depuis 1976.

Une étude du ministère des Affaires municipales du Québec (septembre 1979) démontre que moins de 3% des conseillers municipaux et moins de 1% des maires des municipalités sont des femmes.